

Libye

À propos de l'intervention militaire en Libye, je voudrais apporter ma contribution sous la forme d'une série de points schématisant mon analyse actuelle de la situation.

1- La révolte libyenne se situe dans le cadre d'ensemble du soulèvement du monde arabe pour la démocratie. Elle affronte un régime totalitaire prêt à choisir l'option « Tien an men » pour écraser son peuple et en particulier sa jeunesse.

2- Sans nier l'existence de plans internationaux concernant l'évolution du marché énergétique mondial- la France (Total) s'intéresse beaucoup aux immenses réserves de gaz du Golfe de Syrte-la révolution libyenne du 17 Février est un mouvement national-démocratique et non un mouvement de fantoches manipulés par « l'impérialisme »

3-Ce mouvement s'est doté d'une structure politique et d'un pré-programme qui se prononce pour une République démocratique unitaire, multipartite, respectueuse des minorités ethniques

4- Contre ce soulèvement initialement pacifique, Kadhafi a déclenché une répression à l'arme lourde, perdant ainsi toute légitimité locale, régionale et internationale.

5- Il ne s'agit pas d'une guerre civile, elle pourrait le devenir, mais aujourd'hui il s'agit d'une résistance populaire contre un tyran, sa famille ses miliciens et ses mercenaires payés par la rente pétrolière qu'il s'est accaparée.

6- L'appel au secours à l'ONU pour une zone d'exclusion aérienne et pour la protection des civils était le seul moyen disponible dans l'urgence pour sauver les jeunes libyens qui ont lancé le mouvement.

7- Mais l'exécution de la délibération du Conseil de sécurité a été confiée à des « états volontaires » fatalement suspects de polluer avec leurs intérêts géopolitiques les modalités d'exécution de cette délibération

8- Cela s'explique par le fait que l'ONU ne dispose de véritables instruments d'intervention. Pour être efficace, « juste », l'intervention devrait être gérée par une autorité supranationale crédible telle que prévue par la Charte de l'ONU. Mais les états membres du Conseil de sécurité ont toujours refusé à l'ONU de lui permettre cette capacité. D'où l'accusation justifiée de deux poids, deux mesures, de silence et d'inaction face à de grandes violations des droits humains (comme celles concernant les Palestiniens).

9- Aujourd'hui, face à l'impasse militaire en Libye; le problème pour l'ONU est d'imposer avec une force d'interposition un cessez-le-feu à Kadhafi et la protection des civils tout en pilotant une médiation internationale pour arriver à permettre pacifiquement une transition démocratique, ce qui suppose la sortie de scène du despote.

Bernard RAVENEL (11.04.2011)

Soutien aux luttes des peuples d'outre-méditerranée

Depuis quelques mois les peuples par leurs mouvements populaires en Libye, en Tunisie, en Egypte, dans l'ensemble de la région ainsi qu'au Moyen Orient, sont entrés dans des révolutions démocratiques. Nous sommes pleinement solidaires des mouvements qui luttent pour la démocratie, l'égalité et la justice sociale. C'est un souffle d'espoir extraordinaire pour les peuples du monde entier.

Or tous n'empruntent pas les mêmes chemins!
Le peuple libyen est confronté à une répression brutale et meurtrière de la part du régime de Kadhafi. Le peuple a pris les armes conforté



par le Conseil National de Transition. C'est leur choix – le droit des peuples à disposer d'eux même.

Pour nous, ni la « protection des civils », ni la prétention à exporter la démocratie ne peuvent légitimer des bombardements qui font de nombreuses victimes, en particulier civiles.

En Syrie, dans de nombreuses villes, depuis le mois de mars, ont lieu des manifestations ouvertement hostiles au régime du président Bachar al-Assad.

Le gouvernement a beau manier la carotte et le bâton, le mouvement ne faiblit pas. Les Syriens réclament le pluralisme politique, et la fin des injustices. Au moins 700 personnes auraient été tuées selon le "Comité des martyrs du 15 mars", proche des opposants.

Dans d'autres pays au Moyen Orient, les mêmes qui justifient les bombardements en Libye par des motifs humanitaires participent directement à la répression du mouvement démocratique au Bahreïn et au Yémen. Des troupes de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes unis sont entrées dans le pays à la demande du monarque du Bahreïn et avec l'accord d'Obama pour réprimer un mouvement totalement pacifique et assassiner les leaders du mouvement. Dans la plus grande indifférence on s'achemine peut-être vers un bain de sang au Bahreïn.

Le transfert de mandat de l'ONU à l'OTAN-résolution 1973, change la nature de cette intervention qui devient un engrenage militaire. Cette résolution prise au nom de la Communauté internationale, n'apporte pas de solution.

Les Nations Unis paralysé par le droit de veto nous démontre, une fois de plus, combien est patente la carence de cette institution où la pratique du deux poids, deux mesures qui prévaut dans le traitement de ces conflits est d'une inégalité flagrante.

DÉSARMEMENT

A l'automne dernier, lors de sa 66^e session, l'ONU a adopté 58 résolutions relatives au désarmement. Quarante d'entre elles, qui ne faisaient pas l'unanimité, l'ont été à l'issue d'un vote en assemblée générale.

Le tableau ci-dessous relève pour quelques pays membres, le nombre de ces résolutions qu'ils n'ont pas soutenues, soit qu'ils aient voté contre soit qu'ils se soient abstenus.

Nombre de résolutions qu'ils n'ont pas soutenues

Pays	Vote contre	S'abstient	Résolutions non soutenues	
			Nombre total	en % des résolutions votées par l'ONU
ISRAEL	12	10	22	55% (22/40)
ETATS UNIS	12	8	20	50%
FRANCE	9	9	18	45%
ROYAUME UNI	8	7	15	37,5%
RUSSIE	1	9	10	25%
COREE DU NORD	4	4	8	20%
IRAN	1	6	7	17,5%
CHINE	2	2	4	10%

Tableau établi à partir de *The United Nations Disarmament Yearbook 2010* (<http://www.org/disarmament/homepage/ODAPublications/>)

Il en ressort :

1) Qu'Israël est champion toutes catégories des réfractaires au processus de désarmement promu par la communauté internationale.

2) Que ce pays est suivi de près par trois des cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU : les trois puissances militaires occidentales qui mènent en Afghanistan et désormais aussi en Libye « le combat pour la liberté des peuples et la démocratie ». Parmi celles-ci, en bonne place, notre pays, arc-bouté sur sa posture nucléaire, rejetant la plupart des résolutions touchant de près ou de loin ce domaine sensible (NON à la prohibition de l'arme nucléaire, NON à la réduction du niveau d'alerte des systèmes nucléaires, NON à l'institution de zones exemptes d'armes nucléaires en Asie Centrale et dans l'hémisphère sud, NON encore à de simples mesures de la nocivité des armes à uranium appauvri...)

3) Que les Etats que l'on nous présente volontiers comme les plus menaçants pour la sécurité du monde, qu'il s'agisse de la Russie ou de la Chine ou encore des « Etats voyous » d'Iran ou de Corée du Nord, témoignent, du moins par leur vote, d'une plus forte volonté de désarmement.

Ces constats, à contre courant de la vision du monde que nous donnent habituellement les « experts » en géostratégie, restent trop partiels pour en tirer des conclusions définitives. Ils devraient néanmoins nous inciter à considérer avec plus de prudence la responsabilité des Etats dans la construction d'un monde de paix.

Roland de Penaros